

Tshisekedi pose un acte de résistance

RD Congo Lors d'un discours, le nouveau président a refusé de prononcer une phrase.

Analyse Marie-France Cros

Ne sachant comment se dépêtrer de la position d'infériorité dans laquelle il s'est mis en acceptant un accord de "cogestion" avec Joseph Kabila, le président Félix Tshisekedi n'a toujours pas nommé d'informateur en vue de former un gouvernement. Il fonctionne donc toujours avec le cabinet sortant de Bruno Tshibala – une personnalité de l'UDPS (parti des Tshisekedi) qui avait rejoint le camp kabiliste avant Félix Tshisekedi et avait en conséquence, à l'époque, été expulsé du parti.

C'est donc le ministère kabiliste des Affaires étrangères qui a préparé le discours du chef de l'État pour les vœux officiels de la Présidence au corps diplomatique, samedi dernier. Le texte du discours – distribué aux diplomates et à la presse – indiquait notamment: "Je voudrais finalement lancer un appel pressant pour la levée des sanctions ayant concerné l'un ou l'autre responsable congolais." Une phrase que Félix Tshisekedi n'a pas prononcée, ce qui constitue le premier acte de résistance du nouveau Président face aux kabilistes qui le tiennent sous leur pouce.

Sanctions

Quatorze personnalités congolaises sont en effet sous le coup de sanctions américaines et européennes en raison de leur rôle pour saper l'État de droit au Congo et/ou de leur implication dans l'organisation de sanglantes répressions politiques. Il

s'agit de personnalités ayant servi l'ex-président Joseph Kabila. Parmi elles figurent l'ex-candidat kabiliste à la Présidence, Emmanuel Ramazani Shadary, mais aussi l'indéboulonnable ministre de l'Information, Lambert Mende, des militaires impliqués dans des exactions au Kivu et au Kasai et des gouverneurs de province.

Ces sanctions ont été prolongées d'un an en décembre dernier, ce qui a poussé le régime Kabila à expulser l'ambassadeur de l'UE, le Belge Bart Ouvry.

La Maison Schengen

Dans son discours de samedi, Félix Tshisekedi a indiqué: "J'ai demandé à la partie congolaise de finaliser rapidement les discussions entamées avec la partie européenne pour la restructuration et la reactivation de ce dispositif consulaire" que constitue la Maison Schengen.

Celle-ci délivre des visas au nom des pays de l'espace Schengen (22 pays de l'UE et quatre pays associés); à Kinshasa, elle était gérée par le personnel de l'ambassade de Belgique jusqu'à ce que le régime Kabila exige sa fermeture, il y a un an. Kinshasa voulait ainsi exercer des représailles contre des déclarations de Bruxelles en faveur du respect de la Constitution congolaise, qui exigeait le retrait effectif du pouvoir de Joseph Kabila. Le dernier mandat de celui-ci s'est terminé le 19 décembre 2016 mais il s'est maintenu sur le fauteuil présidentiel deux ans de plus.

On sait que Kinshasa a tenté d'utiliser cette question comme monnaie d'échange contre la levée des sanc-

tions européennes, alors que Félix Tshisekedi est favorable à un rétablissement des relations.

Kabila va voir Tshisekedi... en militaire

Hasard ou non, dès le lendemain du discours au corps diplomatique, soit dimanche à midi, Joseph Kabila s'est présenté à l'habitation actuelle du président Tshisekedi – relégué à la Cité de l'UA, les palais présidentiels étant toujours occupés par les Kabila.

Il s'y est présenté en treillis militaire. Histoire de rappeler qu'il garde le contrôle sur les forces de sécurité du pays?

Les deux hommes sont, en tout cas, restés quelque quatre heures ensemble, notamment pour un déjeuner et pour un dialogue à huis clos, ensuite élargi à François Beya, vieux serviteur de Joseph Kabila chargé depuis quelques jours de la Sécurité de Félix Tshisekedi, et un autre collaborateur du nouveau Président. Il aurait été question de la nomination d'un Premier ministre.

Car si c'est Tshisekedi qui le nommera, c'est Kabila, in fine, qui le choisit puisque les kabilistes se sont vu attribuer 330 sièges sur 450 à l'Assemblée nationale.

Rappelons que, pas plus que la victoire de Tshisekedi à la présidentielle, ces attributions n'ont été prouvées par la publication des résultats électoraux bureau de vote par bureau de vote comme l'exige la loi.

Dès le lendemain, Joseph Kabila s'est présenté à l'habitation actuelle de Félix Tshisekedi en... treillis militaire.